



- Politique d'austérité budgétaire, poursuite des politiques d'« abaissement du coût de travail » et de « flexibilité du marché du travail ».

- Un nouveau budget de l'État qui entérine des coupes sombres dans les dépenses publiques alors que, dans un même temps, les patrons se voient offrir 20 milliards d'euros d'allègement de leurs cotisations.

- Un accord dit de « sécurisation de l'emploi » signé entre les organisations patronales et trois syndicats de salarié-es. Accord qui autorise l'utilisation du chantage à l'emploi pour imposer la diminution des salaires. S'il était voté au parlement, il faciliterait les licenciements et validerait l'utilisation du temps partiel comme variable d'ajustement à l'activité des entreprises.

Complétons ce décor en rappelant **l'augmentation dérisoire du Smic, les plans de licenciements boursiers, sans oublier les menaces qui planent sur la Sécurité Sociale, les indemnités de chômage, les allocations familiales et le système des retraites. Les inégalités se creusent, les profits s'envolent et les riches deviennent toujours plus riches.**

Incontestablement, ce sont nous, les femmes, qui sommes aux premiers rangs du temps partiel imposé, des bas salaires et de la pauvreté.

Indiscutablement, nous sommes très majoritaires à vivre la précarité et les retraites au rabais.

Ce sont nous qui formons sans conteste la majorité des salariés de l'État et des Collectivités territoriales. Nous sommes les premières utilisatrices des services publics et nous subissons leur casse de plein fouet.

Notamment celle de la santé publique à travers la fermeture des centres d'IVG qui lamine nos droits fondamentaux à la contraception et à l'avortement, ou encore la fermeture des maternités qui met nos vies en danger.

Face à la politique d'austérité, nous, les femmes, sommes en première ligne.

Nous refusons cette politique que François Hollande et son gouvernement, le patronat et l'Union Européenne veulent nous imposer.

Notre révolte est grande et notre résistance tenace. Nos mobilisations sont multiples et déterminées. Ce sont des points d'appui que nous pouvons multiplier pour faire reculer toutes les logiques austéritaires.

Nous exigeons des mesures concrètes et immédiates : **augmenter les bas salaires et les minimas sociaux, combattre la précarité, interdire les contrats à temps partiel imposé et les licenciements boursiers.**

Nous exigeons des moyens humains et financiers pour **lutter contre les violences faites aux femmes.**

Nous voulons une **réelle égalité professionnelle, des services publics suffisants et de qualité dans la santé, l'éducation nationale, la petite enfance, la perte d'autonomie et le logement.**

Un changement profond et radical est possible. Ensemble imposons-le.

Femmes salariées, femmes au chômage, femmes retraitées, femmes des quartiers, femmes immigrées avec ou sans papiers, militantes syndicalistes, politiques, associatives et féministes, nous ne pouvons et nous ne voulons plus attendre. Notre situation doit changer.

**Faisons entendre nos voix,
refusons de trinquer !**

A Tarbes le DIMANCHE 16 Juin, à partir de 10h PLACE MARCADIEU

symboliquement, nous casserons le mur de l'austérité des femmes

et ferons signer ce texte d'appel.

Attac , Collectif Droits des Femmes 65, Libre Pensée 65
CGT, FSU, Solidaires
Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire , Nouveau Parti Anticapitaliste ,
Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Front de Gauche 65